

Crise sanitaire du coronavirus : vers un exode urbain ?

Axel Othelet – Docteur en sociologie – Directeur de la Cité des Paysages (54)

La crise liée à la maladie dite Covid-19 est un fait social total au sens de Mauss, comme l'indique l'anthropologue, Frédéric Keck (2020, p. 6). Nous sommes donc en droit de nous interroger sur la multitude de débats que la crise sanitaire actuelle ouvre.

Avec la mise en place du confinement au milieu du mois de mars en France, nous avons observé des phénomènes de mouvements de population rapides.

En effet, plus d'un million de Franciliens ont quitté la ville au début de la période. Nous pouvons nous demander ce qu'ils ont souhaité réellement quitter. La densité particulièrement antinomique avec une crise qui prône la distanciation physique ? L'exiguïté de leurs habitations qui devient le seul environnement quotidien de vie ? Ou est-ce un désir de campagne qui a jailli soudainement ?

Comme si inconsciemment ils s'approprièrent cette citation du paléanthropologue Pascal Picq qui affirme que « *les peuples dits racines ou traditionnels à la périphérie des mégalofoles ont plus de chance de contribuer à l'humanité de demain en cas de pandémie* » (2020, p. 8), anticipant ainsi les formes de vie de ce que l'on nomme déjà « le monde d'après ».

Comme une forme de revanche des villages (Eric Charmes, 2019), il s'agit peut-être d'un moment à saisir pour repenser le dialogue territorial urbain – rural et de mettre en exergue les atouts des espaces ruraux qui ne cessent de travailler sur leur attractivité avec plus ou moins de réussite. Il est des crises comme celle-ci qui peuvent constituer des accélérateurs.

I. La question des territoires est souvent corrélée à la notion d'identité

Que veut dire « être d'ici » ? s'interroge Frédérique Leichter-Flack en faisant le parallèle avec une scène fort à propos de la peste de Camus dans laquelle le journaliste Rambert, en reportage à Oran tente de fuir la ville, considérant qu'il n'est pas d'ici, puis au moment où il en a l'occasion reste, mesurant que, quelque part, il pouvait également être d'ici. La communauté de destin de l'humanité dans un tel contexte lui enjoint de ne pas se désolidariser (2020, p. 18).

La situation actuelle marquée par cet exode, certes momentanée de ces Franciliens, dans les espaces péri-urbains pour fuir la densification est-elle un renoncement ? Elle pose la question « où aller » ? À nouveau, si nous faisons un parallèle avec la littérature, Marmeladov dans « Crime et châtiment » de Dostoïevski tient un discours sur l'impasse existentielle dans un contexte de misère. L'analogie avec l'internationalisation de la contamination peut nous conduire à nous poser la question de savoir s'il y a vraiment un lieu où aller. Comment vivre là où nous sommes ? (2020, p. 19)

Dans ce nouveau contexte qui conduit à repenser les sociabilités, vivre là où on est peut permettre de mettre en lumière la richesse des vies en espaces urbains. Nous savons qu'en matière de durabilité, l'échelle de l'immeuble ouvre de grandes perspectives, du partage de certaines ressources, comme la pose collective de panneaux solaires, à la mise en commun de certains espaces, tels que les locaux à vélos, salles de fête ou de sport, buanderies, jardins et terrasses partagés ou, encore, ateliers de bricolage, salles de lecture, chambres d'amis, etc. C'est ce que cherche à mettre en place la nouvelle génération de coopératives particulièrement animées dans plusieurs territoires urbains. Pour l'architecte suisse Valentin Bourdon (2020), cette situation de confinement révèle donc à quel point ces aspects liés aux modes de vie collectifs méritent aujourd'hui d'être développés.

À côté de ces avantages liés à la vie urbaine, nous devons souligner également qu'à contrario, il existe des limites écologiques à la métropolisation à tel point que des auteurs tels qu'Alexandre Boisson et André-Jacques Holbecq, dans un essai de collapsologie : « Face à l'effondrement, si j'étais Maire », suggèrent au lecteur de quitter la ville dans un passage de récit de science-fiction imaginant une grave crise qui secoue le monde (2019, p. 59). Selon eux, la nécessité vitale de l'accès à l'eau et à l'alimentation n'est pas garantie par le monde urbain dans un tel contexte.

Est-ce pour cette raison anticipatrice qu'au total, en France, la population périurbaine a plus que doublé entre 1962 et 2016. Un quart des français (24,2 %) vit aujourd'hui dans le périurbain (Stébé, Marchal, 2018, p. 17).

Ou plus raisonnablement, nous pouvons penser que cette évolution traduit l'idée que « *la maison individuelle continue en ce début de 3^{ème} millénaire à être plébiscitée par 8 français sur 10 ; or c'est dans les communes rurales et les couronnes périurbaines que l'on construit actuellement le plus de pavillons* » (Stébé, Marchal, *ibid.*, p. 43). En 2012, ces dernières représentaient 74 % des 160 000 pavillons construits, et en 2015 on y comptait un peu plus de 75 % des 150 000 pavillons sortis de terre (INSEE).

Conséquemment, ce développement des territoires périphériques à l'urbanité (périurbain, préurbain et ruralité) en répondant à cette aspiration des français hypothétiquement renforcée par ce nouveau contexte, conduira à une politique incitative à l'étalement avec les enjeux en matière d'équilibre reposé. Et ce, à l'heure où les terres sont artificialisées pour l'équivalent d'un département tous les 7 à 10 ans. Un étalement qui, inévitablement fait jouer un rôle central au véhicule individuel. Il y a donc tout lieu de repenser les connexions et l'interdépendance entre les espaces ruraux et urbains, notamment à travers des politiques ambitieuses de mobilités. Mais peut-être qu'avec la propagation de la Covid-19, la pratique du télétravail et son intégration dans les organisations du travail et les systèmes de production va s'amplifier. Nous pouvons faire l'hypothèse avec B. Vachon que « *la pérennité de cette pratique dans les mois et les années à venir contribuera à réduire la congestion routière, diminuer les émissions de GES et décider de nombreux travailleurs indépendants et salariés à faire le choix d'une installation dans une petite ville ou village en région* » (2020, p. 9).

Notre rôle n'est pas de nous substituer à l'action politique, mais d'observer les phénomènes. Ainsi, dans ce nouveau désir d'espace et de campagne, attardons-nous sur ce qui constitue l'espace rural, territoire éminemment en interaction avec l'urbain.

II. Les mondes du rural

Le terme "rural" se définit à l'origine par opposition à urbain, opposition qui remonte à l'Antiquité romaine, à l'époque où Rome faisait contraste avec la vie rustique. Aujourd'hui, l'opposition est remplacée peu à peu par le discours de la complémentarité. J. Viard et B. Hervieu (2001, p. 11) parlent même de triomphe de l'urbanité, dans le sens où « *la cité est sans lieu ni bornes* ». Elle a largement effacé les différences entre urbains et ruraux. La mobilité urbaine a saisi l'ensemble du territoire et des territoires où qu'ils soient situés.

Les modes de vie se ressemblent de plus en plus dans le sens où les néo-ruraux¹ sont, avant tout, des travailleurs urbains que l'on nomme des "rurbains", c'est-à-dire ceux qui travaillent en ville et, quelque part y vivent, mais ont choisi d'habiter dans le monde rural pour des raisons essentiellement de recherche d'un meilleur cadre de vie. Le mythe de la campagne comme lieu de toutes les vertus pour le repos des corps stressés par la vie urbaine perdure. Et les phénomènes observés précisés en introduction l'attestent. Toutefois, nous ne pouvons occulter la dimension économique liée à la pression immobilière qui a pour effet de faire fuir les moins riches des ménages français aux abords

¹ Les néo-ruraux sont les Français de 15 ans et plus, habitant une commune rurale de moins de 2 000 habitants, y résidant depuis moins de 5 ans, et ayant leur précédent domicile dans une commune de plus de 2 000 habitants, située à plus de 50 kilomètres de leur commune actuelle (INSEE).

des grandes villes. De ce fait, vivre dans le monde rural, devenir un “rurbain” n’est pas toujours le résultat d’un choix.

Le monde rural a donc connu de profondes mutations depuis cinquante ans, inséparables des transformations qu’a connu la société dans son ensemble. Exode rural, croissance de la productivité, émergence d’une société de services, évolution voire métamorphose, bouleversement même de l’agriculture, tous ces éléments ont recomposé le monde rural et son mode de vie le faisant passer d’une logique d’homogénéité à une dynamique d’hétérogénéité.

J. Donzelot, dans son ouvrage *Quand la ville se défait*, nous montre comment la périurbanisation est un espace intermédiaire au même titre que les classes moyennes qui y vivent, lesquelles sont « *accrochées à un modèle de promotion sociale qui fait eau de toutes parts, qui les fait vaciller, prises entre la menace de la mondialisation par le bas et le mépris qu’elles ressentent de la part des bénéficiaires de la mondialisation par le haut* » (2006, p. 57). Ainsi, se reconstruisent les espaces territoriaux en fonction des individus qui y vivent. Nous observons, selon Donzelot, trois espaces en reconfiguration : 1/ les centres urbains où se développe un phénomène de “gentrification”, un monde d’entre soi des classes les plus favorisées ; 2/ les banlieues d’habitat social, habitées par les plus pauvres, qu’il nomme l’espace de relégation constitué également par l’entre soi, mais contraint ; 3/ enfin, l’espace de périurbanisation développant fortement les abords des villes. Il décrit un premier axe autour des principales villes. Ces évolutions territoriales reconfigurent les limites entre l’espace urbain et l’espace rural. L’urbanisation avance et, par contrecoup, les populations rurales changent. En effet, l’augmentation de la demande d’installation dans l’espace périurbain conduit à une évolution des prix. Les catégories sociales pouvant quitter la ville centre et sa première couronne et la pression immobilière viennent s’installer dans un second cercle. L’apport de nouvelles populations anciennement urbaines, et notamment les classes moyennes comme le confirme M.-C. Jaillet dans son article *L’espace périurbain : un univers pour les classes moyennes* (2004, p. 40-61) conduit à des modifications de modes de vie en milieu rural.

III. Des modes de vie qui se rapprochent et des nouvelles sociabilités à venir

À l’issue de ces propos, nous pouvons donc dire que le monde rural a évolué et n’est plus homogène. Le monde urbain et le monde rural se sont rapprochés, par l’action de l’urbanisation. Mais aussi sous l’effet de l’équipement des ménages en matière de télévision ou encore des nouvelles technologies de l’information et de la communication qui ont contribué à développer une ouverture culturelle commune, notamment auprès des jeunes générations. Un élément qui devrait d’ailleurs se renforcer avec l’arrivée massive de la fibre, dont la priorité est donnée par la puissance publique aux zones dites blanches, représentées majoritairement par les espaces peu denses. La baisse du temps de travail et sa conséquence sur le développement des loisirs, notamment verts, a contribué également à faire coexister les populations des villes et des champs. Enfin, l’accroissement des mobilités, dont l’augmentation des vitesses, surtout automobiles, rapproche, par le facteur temps, les endroits les plus reculés des agglomérations comme le pense J. Lévy (2001).

C’est d’ailleurs ce facteur temps qui recompose les territorialités. Les temporalités sont aujourd’hui un élément d’analyse de l’espace pour les géographes. L’ex-DATAR (Délégation à l’Aménagement du Territoire et à l’Action Régionale), aujourd’hui ANCT (Agence Nationale de Cohésion des Territoires) en a fait un enjeu d’aménagement du territoire dans le cadre de la prospective « aménager la France de 2020 » (2000). Le temps est devenu une problématique pour l’organisation de l’espace et des hommes². En lien avec des laboratoires de recherche, cette réflexion a donné naissance à des expérimentations de cartes en anamorphoses reprises par la société S.N.C.F. en matière de communication afin de valoriser l’impact du Train à Grande Vitesse (T.G.V.) dans le désenclavement

² Ainsi, plusieurs expérimentations en France se sont développées. Des Maisons du Temps et de la Mobilité ont travaillé à l’aménagement des différentes temporalités des individus au sein d’un territoire.

de certaines régions. Ces cartes, mises en parallèle avec des cartes géographiques classiques, montrent nettement un rapprochement entre des villes, à travers la dimension temporelle, alors que celles-ci sont pourtant assez éloignées sur un plan kilométrique. Ainsi, de nombreux espaces ruraux se rapprochent de l'urbanité. Est-ce que ce rapprochement lié à l'amélioration des infrastructures de transport à tous niveaux conduira à transformer des espaces dits ruraux en périphérie urbaine en faisant l'hypothèse que le désenclavement fait avancer la ville ?

Certes, la mobilité a véritablement un effet d'ouverture des ruraux comme nous le montre P. Champagne (2002, p. 32), dans ses recherches sur le monde paysan. En prenant l'exemple du ramassage scolaire pour se rendre dans son collège ou son lycée, le jeune villageois se trouve pris en charge et socialisé par des institutions extérieures au groupe villageois.

Mais ceci amène-t-il à considérer que les modes de vie et les aspirations des populations rurales et urbaines sont devenus, au fur et à mesure du temps, plus homogènes ? Si un rapprochement des modes de vie devait s'opérer, il ne doit pas, cependant, dissimuler les difficultés différenciées que connaissent les espaces ruraux sur un plan strictement territorial :

- De nombreux territoires ruraux, notamment grâce à la décentralisation, se sont organisés autour d'une petite ville. Leur dynamisme est alors lié à celle-ci et le partage des richesses et des charges n'est pas toujours en leur faveur. Les redistributions de ressources se faisant le plus souvent sur le nombre d'habitants, ce sont les communes les moins peuplées qui sont les plus limitées pour développer des projets plus coûteux tels que des équipements socio-culturels, sportifs... qui peuvent être facteurs d'attractivité.
- Les problèmes de transports collectifs demeurent car la demande des usagers n'est pas toujours suffisante aux yeux des pouvoirs publics pour proposer un service desservant les lieux les plus isolés. Les liaisons avec les grands axes routiers et ferroviaires font, par ailleurs, souvent défaut. Les ruraux deviennent ainsi de grands consommateurs de voiture individuelle. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, « observons que si seulement 60 % des ménages disposent en région parisienne d'au moins une voiture en 2016, le taux de motorisation est supérieure à 90 % dans les zones rurales et périurbaines... et 80 % des déplacements des habitants du périurbain se réalisent en voiture » (Stébé, Marchal, *op. cit.*, p. 56).
- Plus généralement, nous observons une inégale répartition voire une disparition de certains services publics (éducation, télécommunications...) dans de nombreux secteurs ruraux.
- La diminution, voire la disparition de certains services de santé, notamment la médecine générale demeure un problème éminemment rural.
- Les territoires vivant d'une agriculture dynamique ou encore du tourisme, doivent s'organiser pour renforcer leur capacité d'adaptation car leur économie est fragile.
- Certains territoires connaissent de graves difficultés liées au vieillissement de leur population, à la dégradation du patrimoine mais aussi à la pauvreté et à son extension constatées par les observations économiques (A. Pagès, 2012).
- La transformation de nombreuses habitations en résidences secondaires entraîne une baisse de dynamique dans certains villages. Par ailleurs, le développement de l'habitat individuel « *largement majoritaire – dépassant les 90 % - dans les zones rurales périurbaines* » (Stébé, 2007, p. 35), peut conduire à des différences d'appréhension de la vie sociale entre des habitants ruraux et urbains, plus habitués à vivre collectivement.

En dehors de ces différences socio-économiques, nous pouvons avancer, au niveau sociologique, que l'espace rural se révèle désormais occupé par une population composite. Les ruraux de souche et les "rurbains" (notamment ceux attirés par la campagne, mais aussi ceux "chassés" des villes par la montée des prix de l'immobilier) vivent ensemble sur un même territoire.

Il est vrai qu'il est difficile de quantifier le phénomène de reconversion de salariés urbains qui créent des activités locales et non délocalisables. Entre l'intention et l'acte réel, il peut exister un delta.

Toutefois, de nombreuses revues font état de la diversité de projets qui doivent rencontrer davantage les politiques publiques mises en œuvre – relocalisation de l'activité ; mobilité ; revitalisation des centres bourgs ; développement de tiers-lieux ; habitat participatif et écologique.

L'homme ne cherche-t-il pas « *une réponse à une angoisse née ou accrue par le mode de vie urbain et la perturbation des éco-systèmes* » comme l'affirme C. Kovacszy (1996, p. 141) ?

En tout état de cause, si nous devons observer une évolution dans les cohabitations au sein des espaces ruraux, nous ne pouvons l'analyser en faisant fi des difficultés à faire face à la disparition progressive d'une culture territoriale propre. Rappelons-nous que notre pays était, il y a moins d'un siècle, à dominante rurale. Nous ne pouvons donc, en l'espace de cinquante ans, annihiler ce qui a fait la vie d'un pays pendant plusieurs siècles. Certes, la culture rurale tirera profit de son évolution, mais dans un contexte de rapides changements sociétaux, elle peut à la fois conserver ce qui peut faire encore aujourd'hui sa spécificité, tout en la plaçant en complémentarité et non en opposition avec le monde urbain. C'est tout le subtil exercice à réaliser par les différents acteurs de l'espace rural.

Certes, les pouvoirs publics perçoivent d'un très bon œil les volontés d'installation, il n'en est pas toujours de même des habitants et les différentes politiques publiques devront s'accompagner de réflexion et d'actions sur les sociabilités.

En effet, pour les actifs qui n'ont pas de projet de création d'activités, les nécessaires mobilités pour des raisons professionnelles, peuvent avoir comme conséquence de considérer le village, le lieu de vie comme un lieu de repos dans lequel l'individu ne prévoit pas de rester toute sa vie. Nous parlons alors de village dortoir ou de démocratie du sommeil, à l'instar de Jean Viard (2015, p.86) dans la mesure où 61 % des électeurs votent dans leur commune de résidence, mais travaillent dans une autre. Ainsi, le néo-rural peut très vite se retrouver un anonyme ; ce qui peut ne pas poser problème à un individu qui n'a pas la volonté de s'intégrer dans la vie locale. Cependant, cette non intégration n'est pas toujours liée à l'individu. Dans un article intitulé *L'accueil, une question d'envie*, l'auteur, A. Sellier, montre bien que s'il n'y a pas de réelle volonté d'accueil aussi bien par les pouvoirs publics que par les habitants, les individus développent des conduites de repli. « *Les ex-citadins digèrent mal leur statut "d'étranger" et abandonnent l'envie de s'investir dans la vie locale* » (A. Sellier, 2003, p. 15).

Par ailleurs, la forme de consumérisme citoyen individualiste n'est pas toujours bien acceptée par la communauté locale. Elle se développe selon les élus locaux, chez les néo-ruraux et néo-périurbains qui exigent un très bon niveau de services publics en termes d'équipements, de sécurité et de propreté « *contrepartie que -ces derniers- jugent naturelle avec le fait de payer les impôts* » (V. Grimault, 2020, p. 23).

C'est la figure de l'« *homo urbanus* », pour reprendre la conceptualisation du philosophe T. Paquot (2002 p. 47). Un individu paradoxal qui souhaite être seul, mais à plusieurs, dans le calme mais proche de l'agitation, en ville mais à la campagne...

À l'issue de cette proposition d'analyse, nous pouvons indiquer que la crise sanitaire mondiale entraîne de multiples questions. Nous avons souhaité attirer l'attention sur l'une d'entre elles. Certes, nous ne savons encore pas, à ce jour, si les mouvements de population de la métropole aux espaces péri- vont se confirmer et se développer. Si la tendance devait se confirmer et se massifier, comment la socialisation de l'« *homo urbanus* » pourrait s'imaginer ? Y-a-t-il suffisamment d'activités de reconversion dans l'espace rural favorisant autant l'intégration de la population urbaine que la redynamisation du tissu local ? En tout état de cause, les nouvelles sociabilités autour de la solidarité et de l'entraide observées aujourd'hui dans le contexte de crise sanitaire et développées à distance, doivent être capitalisées pour les traduire dans le réel demain au sein des différents espaces territoriaux. La situation de confinement dans un espace restreint privé a permis de favoriser le sentiment de commune humanité, réinterrogeant la question de l'appartenance territoriale tout en

favorisant un certain désir de vivre autrement. « *La pandémie aura permis chez plusieurs une démarche introspective critique de leur mode de vie, faisant réaliser le poids du rythme quotidien, le temps consommé dans les transports, l'artificialisation de l'environnement, etc. Les petites villes et les territoires ruraux en région apparaîtront comme les lieux pour entreprendre ce « vivre autrement » et y découvrir les richesses de la nature* » (Vachon, *op. cit.*, p. 9).

Etre d'ici, n'est-ce pas aussi être de là-bas ?

Références bibliographiques

Boisson A., Holbecq A.-J., 2019, *Face à l'effondrement, si j'étais Maire ?*, Gap, Yves Michel.

Valentin Bourdon, 2020, « Les formes architecturales du commun » (titre provisoire), thèse en cours de rédaction sous la direction de Luca Ortelli, EPFL.

Champagne P., 2002, *L'héritage refusé, la crise de la reproduction sociale dans la paysannerie française 1950 – 2000*. Paris, Seuil.

Charmes E., 2019, *La revanche des villages*, Paris, Seuil.

Donzelot J., 2006, *Quand la ville se défait*, Paris, Seuil.

Grimault V., 2020, Que peuvent encore les maires ?, *Alternatives économiques*, n°399, p. 23-25

Hervieu-Léger D., Hervieu B., 2005, *Le retour à la nature. « Au fond de la forêt...l'Etat »*. La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2nde édition.

Hervieu B., 2001, « Le rural est dans une dynamique d'urbanité », *Pouvoirs locaux*, n° 48, p. 37-41.

Jaillet M.-C., 2004, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, n° 3-4, p. 40-61.

Keck F., 2020, Propos recueillis par Juliette Cerf, *Télérama*, n° 3663, p. 4-8.

Kovacshazy C., 1996, « La gestion patrimoniale des espaces naturels » dans Kayser B. (sous la dir.) : *Naissance de nouvelles campagnes*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 135 - 147.

Leichter-Flack F., 2020, Donner du sens est un des grands enjeux de cette pandémie, *Télérama*, n°3363, p. 16-19.

Levy J., 2001, « Les campagnes, figures de l'urbain », *Pouvoirs locaux*, n° 48, p. 32-36.

Marchal H., Stébé, J.-M., 2018, *La France périurbaine*, Paris, PUF.

Pagès A., 2012, *La pauvreté en milieu rural*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi.

Paquot T., 2002, « Une urbanisation éclatée », *Alternatives Economiques*, n° 200, p.47.

Picq P. 2020, « Les variations et la diversité peuvent changer le monde », *Kaizen*, n°49, p. 6-9.

Sellier A., 2003, « L'accueil, une question d'envie », dans *Quitter la ville*, *Le Monde initiatives*, n° 21.

Stébé J.-M., 2007, *La crise des banlieues*, Paris, PUF.

Vachon B. (2020), « Régions : après l'exode, les signes d'une reconquête », <https://passerelles.quebec>, 10 p.

Viard J., Hervieu B., 2001, *Au bonheur des campagnes*, La Tour d'Aigues, Editions de l'aube, 2nde édition

Viard J., 2015, *La France dans le monde qui vient – la grande métamorphose*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube